

prochaine et du maintien de l'octroi de crédits bancaires aux P.M.A. (pays moins avancés). La réaction, à ce jour, des efforts des banques commerciales, me paraît encourageante.

Cette approche doit bien sûr être, dans la mesure du possible, complétée en donnant au processus de reprise une dimension supplémentaire, celle de l'expansion du commerce mondial. Si nous voulons que les pays en développement profitent de la reprise, il nous faut reconnaître les impératifs opérationnels de l'interdépendance : nous avons certes besoin de leurs marchés et de leur demande, mais eux aussi ont besoin de recettes d'exportation qui leur permettront d'acheter nos biens et nos services.

De plus, la préoccupation actuelle devant le problème de financement et d'endettement auquel font face nombre de grands pays en développement tend à reléguer au second plan le sort tragique réservé à une large part de l'humanité dans les pays les plus pauvres.

Malgré les énormes besoins de ces pays, deux développements troublants se sont fait jour et suscitent de grandes préoccupations. Le premier est la réduction ou, au mieux, la progression désespérément lente des apports d'aide des membres du C.A.D. (Comité d'aide au développement) au cours des deux dernières années. En ce qui concerne le Canada, le gouvernement demeure engagé à atteindre, d'ici à 1985, le niveau de 0,5 p. 100 pour le coefficient A.P.D./P.N.B. (aide publique au développement/produit national brut), et de mettre en œuvre tous les efforts possibles pour parvenir, en 1990, à un coefficient de 0,7 p. 100.

Le deuxième problème, lié au premier, est la crise financière qui continue d'affliger l'I.D.A. (Association internationale de développement), en raison des arrérages dans les contributions de son plus important donateur. Les négociations récemment tenues sur la septième reconstitution des ressources de l'IDA laissent peu de place à l'optimisme, et font même entrevoir la possibilité que les flux, en termes nominaux aussi bien que réels, de ressources de l'IDA vers les pays les plus pauvres, chuteront au cours des prochaines années. Madame la Présidente, je pense que cette situation ne peut que motiver tous les pays donateurs à accorder aux pays les plus pauvres, et à des institutions comme l'IDA, la haute priorité qu'ils méritent. J'aimerais plus particulièrement me joindre aux autres membres du C.A.D. pour inciter les États-Unis à honorer leurs engagements envers l'I.D.A. VI (sixième caisse) et à collaborer à la négociation d'une septième reconstitution adéquate.

Nous sommes également à la veille de la tenue de la CNUCED VI (sixième conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) — qui sera la grande réunion Nord-Sud de 1983 — et j'espère que cette importante réunion à Belgrade favorisera un débat constructif sur les problèmes de l'économie mondiale. J'espère par conséquent que la présente réunion ministérielle, comme le sommet de Williamsburg, nous permettront de montrer au Groupe des 77 que nous sommes disposés à entreprendre un tel débat. Le message que nous leur donnons devrait, à mon avis, servir à renforcer la confiance dans la capacité des institutions internationales existantes de répondre — et de s'adapter pour répondre — aux besoins de toute la communauté internationale. Le Canada est disposé à favoriser, au sein de la CNUCED et d'autres instances appropriées, les propositions pratiques visant à régler les problèmes courants, et à étudier sans préjugé les propositions spécifiques que soumettront les pays en développement.